

# Démocratie

ORGANE DU PARTI DEMOCRATE DE L'INDEPENDANCE — 65, Bd. Danton — Casablanca

Première Année N° 25

Lundi 24 Juin 1957

Prix : 30 fr.



ZERKTOUNI

HEROS DE LA RESISTANCE



*Et si c'était à refaire  
Referait-il ce chemin ?  
La voix qui crie dans les fers  
Dit : je le ferai demain.*

## CETTE SEMAINE :

L'OCCIDENT ET L'ALGERIE .....	en page	4	REVUE DE LA PRESSE .....	»	9
LA RESISTANCE .....	»	4	JEAN-JACQUES SERVAN-SCHREIBER .....	»	10
INCOHERENCE AU MOYEN-ORIENT .....	»	5	POETE POUR UN SOURIRE .....	»	11
RACISME ET COLONIALISME .....	6 et	7	PERQUISITION AU SIEGE DU P.D.I. A FEDALA ..	»	12
LE TOURISME DES TROUPES D'OCCUPATION ..	»	8	DEMISSION D'ABDELKHALEK TORRES ? .....	»	12
DESTINS AU MAROC .....	»	9	LES FASCISTES A SOUKRA .....	»	12

# Les événements... et les hommes

## NOUVELLES D'EGYPTE

Le ministère égyptien des Finances et de l'Economie étudie un nouveau projet de loi concernant l'extension des pouvoirs de la Banque Centrale.

Le projet contient les dispositions suivantes :

1. — La Banque Centrale aura les fonctions de Banque d'Etat : elle prêtera ses services au gouvernement, en ce qui concerne la conclusion d'emprunts locaux ou étrangers et le financement des projets économiques de l'Etat. Elle étudiera, en collaboration avec le ministère des Finances, la politique monétaire et de crédit du gouvernement.

2. — La Banque Centrale aura un pouvoir de contrôle total sur les dif-

férentes banques commerciales, industrielles, agricoles et de crédit.

Il reviendra à la Banque Centrale de décider de l'octroi et de la répartition des crédits accordés par les autres banques et de fixer les taux d'intérêts.

3. — La Banque Centrale centralisera tous les avis de crédit bancaire. Sur la base des renseignements concernant les opérations de chaque client avec les banques et les maisons de crédit, elle décidera des crédits que les banques pourront accorder.

On s'attend que la nouvelle loi soit promulguée vers la fin du mois de juin.

## Le barrage de Sad El Aali

Dans une déclaration à M. Naksoni, député japonais et secrétaire du Parti Libéral-Démocrate, le président Gamel Abdel Nasser a notamment dit que les autorités égyptiennes envisageaient de réaliser la construction du barrage de Sad el Aali sans aide étrangère. Le projet dont le coût s'éleverait à 1.400 millions de livres serait financé par les revenus du Canal de Suez. Les techni-

ciens estiment qu'il serait terminé au bout de quinze ans.

La construction du barrage, a dit le colonel Nasser, permettrait à l'Egypte de résoudre deux problèmes cruciaux de l'économie égyptienne, celui du chômage et celui, plus important, du manque de nourriture par l'augmentation d'un tiers de la superficie des terres cultivables.

## AIDEZ LES SANS-TRAVAIL

Nous sommes l'objet de sollicitations d'emplois de la part de chauffeurs, menuisiers, peintres, mécaniciens, soudeurs à l'arc, manoeuvres etc... actuellement sans travail par

suite de la fermeture de petites entreprises ou de compressions de personnel.

Nous nous permettons de demander à nos amis et sympathisants du P.D.I. de nous aider à recenser ces dizaines de personnes, pour la plupart des pères de familles nombreuses.

Nous nous tenons à la disposition des chefs d'entreprises, Sociétés ou Etablissements qui pourraient éventuellement embaucher quelques-uns de ces infortunés, même à titre temporaire, afin de leur communiquer tous renseignements aux points de vue compétence, honorabilité et dévouement de ces travailleurs.

Nous les en remercions bien vivement à l'avance et espérons que notre appel sera entendu. Téléphoner au Siège de notre Parti 614.05 ou s'adresser à M SCHRIQUI, 10, rue Dumont d'Urville à Casablanca.

### « Démocratie »

Directeur : M. CHERKAOUI  
65, Bd Danton - Casablanca  
Téléphone : 537-85 et la suite  
Adr. Tél. : Démocratie Casablanca

#### ABONNEMENTS

1 an ..... 1.500 fr.  
6 mois ..... 750 fr.  
3 mois ..... 400 fr.  
C.C.P. Rabat 883-83

Imprimerie AMAL, 65, Bd Danton



Les catcheurs fument les cigarettes  
**OLYMPIC**  
à bout filtrant  
Rogee Roy

## ANNONCES LEGALES

Ministère de l'Education Nationale  
de la Jeunesse et des Sports

Division de la Jeunesse et des Sports

Inspection Régionale de Casablanca

### AVIS D'APPEL D'OFFRES

Le lundi 8 juillet 1957, à 9 h. 30, il sera procédé dans les bureaux de l'Inspection Régionale, Parc Lyautey à Casablanca, à l'ouverture des plis concernant les offres de prix pour les travaux ci-après désignés :

I. — MAISON DE JEUNES

DU DERB GHALEF

1er LOT - GROS ŒUVRE

VESTIAIRES - DOUCHES -

CLOTURES

Cautionnement provisoire :

74.000 francs.

Cautionnement définitif : 3 % du

montant du marché.

II. — CENTRE FEMININ

DU DERB GHALEF

1er LOT - GROS ŒUVRE

FINITION DE LA 1ère TRANCHE

CLOTURES

Cautionnement provisoire :

81.000 francs.

Cautionnement définitif : 3 % du

montant du marché.

Les références techniques et financières devront obligatoirement être jointes à la soumission dans pli séparé.

Les plis devront être déposés à

l'Inspection Régionale, avant le lundi

8 juillet à 9 heures 30.

Dossier à consulter au cabinet de

M. ZEVACO, Architecte, 7 passage

Sumica à Casablanca.

Direction Générale  
de la Sûreté Nationale  
Rabat

### AVIS D'APPEL D'OFFRES

Le mercredi 10 juillet 1957 à

10 heures, il sera procédé dans les

bureaux de la Direction Générale de

la Sûreté Nationale à RABAT, à

l'ouverture des plis relatifs à la

construction du Commissariat de Po-

lice de Beni-Mellal, à Beni-Mellal,

Lots Secondaires.

— LOT N° 3 : Menuiserie Bois -

Quincaillerie.

Les agriculteurs, anciens élèves

de l'École des Sciences Politiques

(Institut d'Etudes Politiques) sont

priés de se faire connaître à

M. André BOUVIER, 20, rue

Mansard - Casablanca.

## GRANDE DROGUERIE DU MARCHÉ

M. ESCOT

12, rue Coli - CASABLANCA

Tél. : 209-55

## J. OUKNINE TAILLEUR

17, Rue Max et Félix Guedj  
(1<sup>er</sup> étage)

CASABLANCA

## GARAGE DU MARCHÉ

REPARATION - ENTRETIEN - ACHAT ET VENTE

J. GARCIA

141, rue de l'Horloge - Téléphone 234-00 - CASABLANCA

Cautionnement provisoire : cin-

quante mille francs (50.000 frs).

— LOT N° 4 : Menuiseries Métal-

liques - Ferronneries.

Cautionnement provisoire : Dix

mille francs (10.000 francs).

— LOT N° 5 : Plomberie Sanitaire.

Cautionnement vingt mille francs

(20.000 francs).

— LOT N° 6 : Chauffage Central.

Cautionnement provisoire : dix

mille francs (10.000 francs).

— LOT N° 7 : Electricité.

Cautionnement provisoire : quinze

mille francs (15.000 francs).

Le cautionnement définitif est fixé

à 3 % du montant du marché arron-

di au millier de francs supérieur.

Dossier à consulter chez :

M. LANNON - Architecte D.P.L.G.

13, avenue d'Alger - RABAT

Les références techniques et finan-

cières devront obligatoirement ac-

compagner la soumission et être

complétées par des attestations et certi-

ficats chiffrés émanant d'architectes

et d'ingénieurs des Travaux Publics.

Ministère de l'Education Nationale

de la Jeunesse et des Sports

Division de la Jeunesse et des Sports

Inspection Régionale de Casablanca

### AVIS D'APPEL D'OFFRES

Le lundi 8 juillet 1957, à 9 h. 30,

il sera procédé dans les bureaux de

l'Inspection Régionale, Parc Lyautey

à Casablanca, à l'ouverture des

plis concernant les offres de prix

pour les travaux ci-après désignés :

I. — CENTRE RURAL

DE FOUIH BEN SALAH

1er LOT - GROS ŒUVRE

a) Buanderie - Douches - Chauffe-

rie - Toilette lingerie.

b) Réfectoire.

c) logements de personnel.

Cautionnement provisoire :

200.000 francs.

Cautionnement définitif : 3 % du

montant du marché.

II. — CENTRE DE REEDUCATION

DE BERRECHID

1er LOT - GROS ŒUVRE

a) Classes et ateliers.

ab) Logements de personnel.

Cautionnement provisoire :

190.000 francs.

Cautionnement définitif : 3 % du

montant du marché.

Les références techniques et finan-

cières devront obligatoirement être

jointes à la soumission dans pli

séparé.

Les plis devront être déposés à

l'Inspection Régionale, avant le lun-

di 8 juillet à 9 heures 30.

Dossier à consulter au cabinet de

M. PERRIN, architecte, Immeuble

Liberté à Casablanca.

Ets MARTINI & FILS

TOILES - BACHES - TENTES

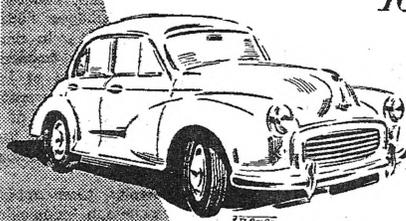
38, rue de la Drôme

Tél. : 272-77 - CASABLANCA

# Les événements... et les hommes

**12 MOIS DE GARANTIE**  
SANS LIMITATION DE Kms

**MORRIS  
MINOR**  
1000



**61.5 aux 100 Kms**  
ECONOMIE  
CONFORT  
VITESSE

**FRANCE-AUTO** 113, Bd DE PARIS  
CASABLANCA  
TEL. 628.901  
RABAT-FES-MEKNES-MARRAKECH-ET SES AGENTS DANS TOUT LE MAROC

## EN TUNISIE LA TENSION PERSISTE

Comme nous l'avions prévu, de nouveaux et graves incidents se sont produits dans le Sud Tunisien entre des détachements de l'armée française, qui ont forcé les barrages avec des tanks, et la Garde Nationale qui gardait ces barrages, soutenue par la population civile. Il y a des morts et des blessés tunisiens.

Le forçement des barrages de contrôle établis par l'autorité tunisienne est loin d'apporter une solution à la situation actuelle ; s'il permet momentanément le passage d'un détachement, il accule à brève échéance l'armée française à faire la guerre, avec le risque d'une intervention de l'O.N.U., ou à se retirer.

Le gouvernement tunisien est, en effet, très fermement résolu à ne pas tolérer de mouvements de troupes sans son agrément ; tandis que les troupes françaises (au moins celles qui dépendent du commandement de Gabès car, dans le Nord, leur conduite est différente) entendent être entièrement libres de leurs mouvements ; elles se comportent ainsi en troupes étrangères indépendantes, sinon ennemies, sur un territoire qui entend faire respecter sa souveraineté et donc contrôler les mouvements d'une armée qui se dit amie.

L'équivoque est flagrante et, si le gouvernement français ne par-

vient pas à retenir ses troupes de l'achèver et à obtenir un modus vivendi du gouvernement tunisien, le pire est à craindre. Et n'auront pas tort ceux qui redoutaient un enchaînement d'incidents, à partir du refus de l'aide financière, jusqu'à la rupture totale...

### ETABLIR L'INDEPENDANCE ECONOMIQUE

Poursuivant sa politique, engagée au lendemain de la suspension de l'aide financière, pour se placer dans les conditions d'une indépendance économique, le gouvernement tunisien vient d'accomplir une série d'actions :

- réalisation de 4 milliards d'économies sur le budget ordinaire (soit environ 10 % de ce budget équilibré), ces économies devant être affectées aux investissements en remplacement de l'aide française ;

- accord avec la mission Straus des U.S.A. portant de 5 à 8 millions de dollars l'aide américaine (2 à 8 millions de dollars seront fournis en produits pétroliers que la Tunisie réexportera pour se procurer de l'argent frais ou des devises) ;

- négociation d'un traité commercial avec une délégation yougoslave qui vient d'arriver à Tunis (protection sur la base du troc, matériel contre produits agricoles).

## Appel à la Jeunesse Marocaine Israélite

Le Comité de la Communauté Israélite de Casablanca invite instamment les jeunes marocains israélites à s'inscrire nombreux sur la liste des volontaires pour la construction de la « Route de l'Unité » afin de répondre à l'appel de Sa Majesté notre Roi Bien-Aimé.

Il fait appel à toutes les organisations de la jeunesse marocaine israélite et tout particulièrement à

leurs dirigeants pour qu'ils conseillent vivement à la jeunesse de s'engager dans cette voie, manifestant ainsi leur patriotisme ardent en apportant leur contribution à l'édification de la « Route de l'Unité » qui doit être l'œuvre de tous les jeunes, quelle que soit leur confession unis dans un même élan pour le bien de la Nation.

LE COMITE

## EDITORIAL

### LIBERONS LE MAROC

Le nœud des difficultés franco-maghrébines est la présence des troupes françaises en Afrique du Nord.

Ces deux dernières semaines ont vu à Tunis des incidents qui auraient pu prendre des proportions tragiques. Il y eut des morts et des blessés à cause du comportement des troupes d'occupation françaises.

Ce qui s'est passé à Fouch El Hassan, à Ain Cheir, et en d'autres lieux du Maroc, s'est répété en Tunisie.

Nous ne cessons de rappeler que la présence de troupes françaises en Tunisie et au Maroc, pays qui se libèrent de la domination de la France, est une perpétuelle cause de frictions et de froissements entre les citoyens marocains et tunisiens et l'armée française.

Les Marocains, comme les Tunisiens, soucieux de réaliser pleinement leur indépendance, veulent faire passer dans les faits leur libération, et ne tolèrent plus que leur territoire national soit occupé par de grandes armées étrangères. Selon leur bon sens très simple, il n'y a pas d'indépendance tant que les casernes du pays, ses terrains d'aviation, ses lieux fortifiés, ses ports, ses points stratégiques sont sous la dépendance de l'étranger.

Devant cette situation, qui est intenable, le peuple tunisien a manifesté sa nette détermination d'en finir. Le Président Bourguiba, soucieux de son opinion publique, a exigé de la France qu'elle révise ses positions quant à la présence de ses troupes en Tunisie.

Comme au Maroc, la France a posé le problème de la défense commune comme un préalable à toute négociation sur la situation de son armée dans la Régence.

Le gouvernement tunisien s'est refusé, pour sa part, à entrer dans les vues de la France, et a présenté la thèse de la façon suivante : évacuation d'abord, négociations sur la défense commune ensuite.

La vigilance du peuple tunisien, la ferme détermination de ses dirigeants, ont obligé le gouvernement de Bourguiba-Maunoury à réviser ses positions, et à satisfaire en partie les revendications du Président Bourguiba.

C'est ainsi qu'un grand nombre des troupes françaises vont quitter la Tunisie, et celles qui resteront se fixeront soit sur les aérodromes du Sud, soit à la base navale de Bizerte.

Cette concession française n'est pas encore une victoire pour le peuple tunisien, mais c'est déjà un pas en avant pour la consolidation de son indépendance.

Le gouvernement tunisien, par sa courageuse attitude, vient d'inscrire à son actif, un résultat nettement positif dans le sens de la libération de son pays.

Quelle est l'attitude du gouvernement de Rabat face aux 80.000 hommes du général Cogan ?

L'armée française continue à se mouvoir chez nous dans le cadre juridique qu'elle avait construit durant le protectorat.

Elle ignore complètement notre situation d'Etat Indépendant et se comporte comme une armée d'occupation sur notre territoire.

Quelle action diplomatique énergique a entamée le gouvernement marocain pour faire admettre à Paris notre point de vue ? Aucune. Le peuple marocain, lui, ne tolère pas que son indépendance et sa souveraineté soient l'objet de provocations de la part des armées étrangères.

Si le gouvernement de Rabat, soucieux avant tout d'obtenir des milliards, fait le silence sur ce grave problème, il se trouvera bientôt devant une action populaire déterminée à parfaire la libération du pays.

Pour comble, la situation du Maroc est encore plus compliquée que celle de la Tunisie, les Espagnols entretiennent sur notre sol une armée qui, numériquement n'est pas moins importante que celle de la France.

Au cours de ses multiples voyages à Madrid, le Ministre des Affaires Etrangères n'a pas encore posé le cas de cette armée d'occupation qui stationne au Nord du pays et dans la zone de Sidi Ifni.

La situation tragique de nos concitoyens dans les Aït Baamran et à Sidi Ifni n'est-elle pas suffisante pour qu'on envisage au plus tôt l'ouverture de négociations ?

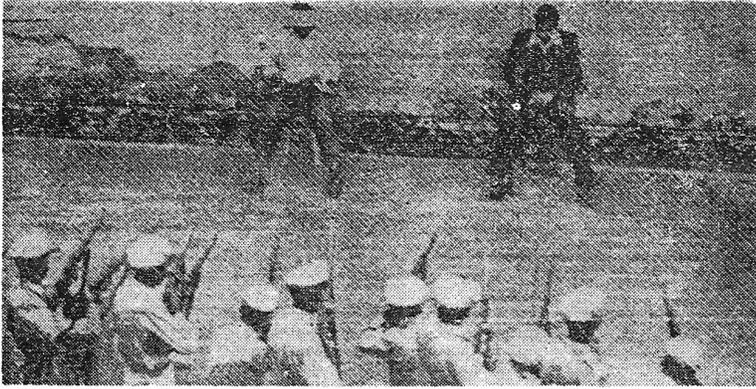
Il est de notre droit et de notre devoir d'alerter les responsables du pouvoir pour qu'ils entreprennent immédiatement une action diplomatique afin de libérer notre sol de tout vestige de domination colonialiste.

Le peuple marocain, qui a toujours trouvé sa cohésion et son unité dans les moments difficiles, saura lutter énergiquement et courageusement pour rendre effective son indépendance.

Si le Gouvernement de Rabat se révèle incapable d'assurer le départ des troupes d'occupation, son échec étant préjudiciable aux intérêts supérieurs de la Nation, alors qu'il démissionne !

« Démocratie »

# LA RESISTANCE



Fusillé en compagnie de Moulay Tahar, Rachidi, refusant de se laisser bander les yeux s'écriu :  
« Laissez-moi voir une dernière fois le ciel de ma Patrie ».

Le 18 juin a été célébré dans tout le Maroc l'anniversaire de la mort du grand héros Mohamed Zerkouti, l'un des organisateurs de la Résistance Marocaine, mort au service de la Patrie.

Le 18 juin est devenu le jour de la Résistance.

A Casablanca, des cérémonies, qui ont été présidées par le Prince Moulay Hassan en l'absence de Sa Majesté, se sont déroulées au cimetière de Ben M'Sik, et se sont continuées au cinéma Schéhérazade.

Différentes personnalités du monde politique et de la Résistance ont assisté à cette journée commémorative.

Le Fquih El Beori, entouré de son Etat-Major, recevait les multiples délégations qui sont venues participer aux cérémonies du Souvenir.

Nos camarades Ahmed Ben Souda et Mohamed Moakit, tous deux membres du bureau politique du P.D.I. accompagnés de plusieurs militants, ont associé le Parti à cet hommage de la Nation pour ceux qui sont morts, afin que soit libérée la Patrie et que revienne Sa Majesté sur le trône de ses aïeux.

Cette Journée du Souvenir a été empreinte de gravité et de solennité.

Le Maroc, dans un grand recueillement, tout en pensant à ceux qui ont donné leur vie pour la Patrie et le Roi, a fait une auto-critique qui s'imposait.

Ceux qui sont morts, les Bachidi, les Hamzani, les Ben Smiha, les Zerkouti, les Bik, et tous les autres — et ils sont légion — ont pensé par delà les luttes partisans, par delà les divergences doctrinales par delà les rancœurs personnelles, ils ont pensé MAROC.

Nous avons le souvenir de cette période tragique, de ces événements douloureux dans lesquels s'est forgée l'âme de la Résistance Marocaine, dans lesquels s'est trempée la détermination des combattants de la liberté.

Nous avons le souvenir de ce grand élan d'union de solidarité, qui a serré les liens de tous les Marocains.

Une seule idée dominait alors aussi bien les chefs des mouvements politiques, que ceux de la Résistance : c'était le retour de Sa Majesté, le Premier Résistant du Maroc, afin que soit lavée l'injure qui fut faite au peuple marocain et ensuite libérer la Patrie de l'occupant étranger, afin d'entreprendre la construction du Maroc démocratique, socialement juste, et humainement valable.

Durant les années 1953-1954-1955 tous les penseurs et tous les combattants marocains quand l'action leur laissait un peu de répit échafaudaient ensemble des plans pour délivrer le Maroc de toute domination étrangère ou féodale. Quelle générosité dans les sentiments, quelle ardeur, mais aussi quelle sérénité et quelle sagesse animaient alors ceux qui ont eu l'insigne honneur d'être à la tête du combat de la libération.

Une orchestration, une cohésion remarquable avaient été établies entre les réseaux de Résistance à l'intérieur et à l'extérieur, et l'action politique aussi bien au Maroc, à Paris, qu'à New-York et dans les différentes capitales. Tous les efforts étaient tendus vers un seul but ; il n'y avait aucune note discordante dans cette vaste symphonie.

Et nous pensons que la libération venue, cet esprit de pureté, d'abnégation, de dépassement

de soi continuerait à animer l'action dans le Maroc libre. Nous étions peut-être trop idéalistes.

Mais comment ne pas l'être, quand l'atmosphère du pays incitait aux grands sacrifices quand, généreusement les enfants du peuple donnaient leur vie en accomplissant des gestes qui resteraient à jamais dans l'histoire du Maroc?

Le Noble Exilé d'Antsirabé était l'âme de cette Résistance. A aucun moment, malgré le grand éloignement, malgré les privations matérielles, malgré la contrainte morale dont il était l'objet Notre Souverain n'a cédé, ni accepté de compromis qui auraient porté atteinte à la Souveraineté marocaine.

Que de fois il fut l'objet de chantages, que de fois des émissaires sont allés lui porter des diktats du gouvernement français, mais inflexible, croyant en son peuple, il ne céda jamais.

Après le retour de Sa Majesté, et la décaïration du 2 Mars 1956, peu à peu, au grand élan de solidarité et de pureté qui fut celui de la Résistance se substitua l'esprit de chicane, de partisanerie, de sordides calculs, de trafic et d'égoïsme. Ce fut la course aux portefeuilles, aux places, aux privilèges économiques et commerciaux.

Une matérialité abjecte s'empara de beaucoup de Marocains et l'Union Nationale qui fut déterminante pour la victoire des forces populaires fut rompue, brisée, par d'immenses politiciens qui ont volontairement divisé la Nation et semé la discorde.

L'Indépendance du Maroc devenait pour certains le moyen de satisfaire leurs penchants au pouvoir, à la domination, à l'exploitation de leurs citoyens.

Petit à petit, de nouvelles féodalités sont nées, des immunités, des privilèges se sont constitués en faveur de certains profiteurs et au détriment du peuple. L'intérêt général, l'intérêt supérieur de la Nation n'étaient plus que des souvenirs.

Nous avons refusé les compromissions, nous avons refusé de trahir l'idéal de la Résistance et nous restons déterminés à lutter contre ceux qui ne pensent qu'aux jouissances immédiates et à leurs appétits démesurés.

Le 18 juin 1957 doit être pour nous un jour d'examen de conscience pour revenir aux sources pures et concevoir une politique qui soit celle de la Nation entière. Faut-il oublier que les troupes étrangères occupent plus fermement que par le passé notre sol national, que nos frontières sont encore contestées, que la guerre d'Algérie bat son plein, que le parti de la reconquête est plus agissant que jamais en France, que sur le plan des institutions démocratiques rien de valable n'a encore été entrepris ; que, matériellement la situation du Marocain est de plus en plus critique ?

Les objectifs de la Résistance ne sont pas encore atteints. Nous devons rester fidèles au Souvenir de nos Martyrs.

Il ne sera pas dit que les morts seront aujourd'hui des morts pour rien. Ceux qui pieusement sont tombés pensaient donner leur vie pour un Grand Maroc, patrie de tous les Marocains. Trahir leur pensée, serait trahir la Nation, qui, elle entend rester fidèle aux fusillés, aux torturés, aux assassinés, à tous ses fils morts pour elle alors que se levait dans le ciel marocain l'aurore de la Liberté et le soleil de l'Indépendance.

« DEMOCRATIE »

## LE MONDE OCCIDENTAL ET LA GUERRE D'ALGERIE

Les divers milieux politiques et syndicalistes de la République Fédérale Allemande prennent de plus en plus conscience du fait que le problème algérien requiert de jour en jour la nécessité d'une prise de position, prise de position par ailleurs réclamée par le gouvernement français. Mais ce n'est pas dans le sens désiré par Paris que semblent s'orienter ces prises de position. C'est ainsi que, définissant et traçant une ligne de conduite aux nations occidentales, l'organe financé par l'Ambassade Américaine en République Fédérale, « L'Amérika - Blaetter », publie l'un à la suite de l'autre, deux communiqués, le premier émanant du Front de Libération National Algérien et l'autre des services psychologiques du Gouvernement Général d'Algérie. Et l'organe américain de langue allemande, qui touche principalement la jeunesse allemande, fait suivre cette publication de ce commentaire :

« Voilà deux voix différentes. L'une appartient à un peuple qui se bat pour son indépendance, l'autre est celle d'un impérialisme-colonialiste aveugle qui n'a rien compris à la marche de l'histoire. Ceux qui entendent donner un coup de pied au principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, sont un danger pour la liberté du monde occidental. Ce sont eux qui poussent les peuples d'Asie et d'Afrique sous le drapeau du Stalinisme. Et si le peuple algérien n'a pas encore accepté une aide soviétique, ce sont les patriotes algériens qu'il faut en remercier et non les impérialistes français. »

Et l'organe américain ajoute :

« Nous entendons donner un solennel avertissement à la France en l'adjuvant de ne pas poursuivre cette voie usée. Nous avertissons ce pays, avec lequel nous voulons cependant entretenir d'amicales relations, que nous sommes décidés à l'empêcher de commettre de nouveaux crimes contre l'humanité. Nous sommes, en outre, décidés à nous solidariser avec le peuple algérien en lutte et avec tous les autres peuples encore sous domination colonialiste. C'est là le seul moyen de sauver le monde libre. Nous ne laisserons pas le drapeau anti-colonialiste entre les mains des Stalinistes. »

En fait l'opinion allemande ne s'interroge guère et sa sympathie est acquise aux combattants algériens. On n'en veut pour preuve que la place importante réservée par la presse fédérale à la guerre d'Algérie et ceci dans un sens favorable au F.L.N. comme en témoignent les derniers articles publiés par l'important quotidien « Der Mittag » et le « Bildzeitung » qui avec plus de deux millions et demi d'exemplaires, possède le plus fort tirage de l'Allemagne de Bonn.

C'est ainsi qu'il faut également interpréter le geste du Président de la République Fédérale, Theodor Heuss, qui vient de décorer de la plus haute distinction existante en Allemagne de l'Ouest, Monsieur Shuze-Lessum, chargé par la République Fédérale de l'organisation de rapatriement des Allemands évadés des rangs de la Légion Etrangère française. C'est pour cette activité, en liaison constante avec le F.L.N., que M. Shuze-Lessum s'est vu attribuer cette décoration.

En Autriche également, l'organe du syndicalisme autrichien « Solidarität » a consacré un reportage illustré avec photos sur les crimes de guerre de l'armée française en Algérie. Dans cet article publié sous le titre « Crime contre l'esprit et l'humanité » on peut lire :

« L'oppression ne s'arrête pas à la guerre et aux combattants, elle s'attaque aussi à la liberté syndicale. Tous les bureaux de l'U.G.T.A. ont été fermés et pillés. La presse syndicaliste est interdite et le secrétaire général de la centrale syndicale algérienne jeté en prison, torturé et exposé aux insultes sur la voie publique. La C.I.S.L. a déjà déposé une plainte contre la violation des droits syndicaux en Algérie, plainte déposée auprès de l'Organisation Internationale du Travail contre le Gouvernement français. Ainsi le choix de Tunis pour le cinquième congrès mondial de la C.I.S.L. doit être interprété comme une protestation contre l'oppression colonialiste et comme un encouragement au jeune syndicalisme nord-africain. »

■ DIPLOMATE

# Incohérences au Moyen-Orient



Une image du passé: Nasser, Séoud, Hussein, Kouatli à la même table

La conférence des deux rois Séoud et Hussein a pris fin. Après six jours passé sous le signe de la crainte d'un attentat, le souverain d'Arabie a brusquement décidé de quitter Amman après avoir annoncé quelques heures plus tôt qu'il prolongerait d'un jour ou deux sa visite à la Jordanie. On cherchait les motifs politiques qui avaient pu inspirer cette prolongation que rien ne faisait prévoir lorsque, sans plus de raison, l'avion royal et son escorte se préparèrent pour un départ brusqué... Toute la rencontre des deux rois fut à cette image.

Conversations politiques en aparté lorsque deux cents invités attendaient le début des réceptions protocolaires, réunions secrètes des comités jordano-séoudiens quand le programme d'un défilé militaire avait été mis sur pied, polémique anti-égyptienne à la radio jordanienne qui du coup en oubliait de parler des cérémonies en l'honneur de Séoud, partout des figures assombries d'officiels surmenés et inquiets et les deux rois toujours entourés à les toucher de gardes du corps, Tcherkesses pour Hussein, Bédouins pour Séoud, mitraillettes braquées sur la foule des rues comme sur les personnalités en visite... Amman donnait pendant toute cette semaine un spectacle de désarroi qui n'échappait à personne.

La confusion était aussi grande dans les esprits des dirigeants séoudiens et jordaniens. « Les deux rois ont-ils perdu la tête ? » demandait ironiquement un journal de Damas après la publication du communiqué mettant fin à la partie politique de la visite.

De fait le tableau des relations interarabes que trace ce communiqué ne correspond à rien de ce que l'on attendait, aussi bien dans le camp « adverse » syro-égyptien que dans le camp ami libano-irakien.

Si l'affirmation répétée de l'indépendance sacrée des états arabes satisfaisait le Liban comme la Jordanie, l'Irak pouvait à bon droit s'étonner que le roi Séoud ait choisi un pays hachémite pour y proclamer sa condamnation des pactes avec l'étranger. Quelques jours plus tôt à Bagdad le communiqué irako-séoudien avait fait sur les alliances militaires et autres des Irakiens un silence complet. Comment le roi Séoud aurait-il pu d'ailleurs condamner l'entente de l'Irak avec la Turquie, le Pakistan, l'Iran alors qu'il invitait par ce même communiqué les pays arabes et musulmans à s'unir pour lutter ensemble contre les doctrines « subversives » ?

#### QUELLE NEUTRALITÉ POSITIVE ?

Pourtant, d'après le communiqué d'Amman, le pacte de Bagdad doit être considéré comme une grave erreur. Nasser pourrait signer à deux mains ce passage du texte élaboré par

ses deux adversaires royaux. Mieux encore, à la stupéfaction des politiciens du Caire et de Damas, les deux rois proclamèrent dans leur communiqué leur fidélité à la doctrine de la neutralité positive ! Si quelque chose était clair dans la politique du roi Séoud, c'était sa volonté, partagée par le roi Hussein, de fermer la route des pétroles et des déserts arabes à la pénétration soviétique. Hussein refusait à son premier ministre Soliman Naboulsi malgré le vote du Parlement jordanien l'ouverture de relations diplomatiques avec Moscou. Séoud n'a jamais voulu recevoir un diplomate du rideau de fer et ne craignit pas de condamner sans ambages la politique égyptienne de rapprochement avec l'U.R.S.S. Pourtant les deux rois se proclamèrent les défenseurs de la doctrine de la neutralité positive comme de celle de Bandeng.

Mais le plus extraordinaire, c'est que le même roi Séoud s'est fait, depuis quatre mois et depuis son voyage à Washington, le champion de la politique américaine en Orient et en

Méditerranée. On l'a vu à Madrid, au Maroc, en Libye, à Tunis comme au Caire près de Nasser et, lors de la conférence des quatre chefs d'Etat arabes alliés en février, prêcher une réconciliation des Arabes avec les Etats-Unis. Pasant de la parole aux actes, il conclut avec les Américains un accord militaire leur confiant non seulement la base de Dahran, mais l'instruction des forces séoudiennes modernisées. Les instructeurs égyptiens avaient été renvoyés par lui quelques mois plus tôt. Neutralité positive...

Dans tous les pays arabes, l'incohérence du communiqué d'Amman fut l'objet de commentaires étonnés. Les uns voulurent y voir un revirement de Séoud désireux de regagner la confiance de Nasser et des Syriens ; les autres un geste de dépit envers les Britanniques trop pressés de refuser des concessions sur la querelle de l'oasis de Bureimi ou les Américains imposant avec leurs unités navales le libre passage des navires israéliens dans le golfe d'Akaba.

## CRISE GOUVERNEMENTALE EN SYRIE ?

La Chambre syrienne a rejeté, dans une atmosphère d'équivoque et d'incertitude, la démission de M. Rouchdi Kekhia, leader du parti Populiste. Ainsi se trouve refusée d'emblée — ou tout au moins reportée — la démission collective de 62 députés de l'opposition, comprenant les populistes, les membres du bloc constitutionnel de M. Mounir Ajlani et quelques indépendants.

Interrogé sur l'attitude qu'il comptait adopter à la suite de la décision de la Chambre, M. Kekhia a réaffirmé son intention de ne plus siéger dans l'enceinte parlementaire tant que durerait « l'arbitraire actuel et le pouvoir de la minorité ». Mais à l'intransigeance affichée de M. Kekhia s'opposait l'attitude conciliatrice de deux députés chabistes, MM. Ahmed Kanbar et Moustafa El-Tamer qui, à l'étonnement général, sur l'invitation de M. Kodsi, président de la Chambre, assistèrent à la séance parlementaire au cours de laquelle fut discutée la question de la démission des membres du parti Al Chaad, rompant ainsi la consigne de « boycott » lancée par l'état-major de l'opposition.

Cette attitude apparemment paradoxale de l'opposition ne pourrait être expliquée que par l'hétérogénéité de cette dernière, ainsi que par la lutte des courants au sein du parti Chaabiste partagé entre la tendance conservatrice de M. Kekhia et celle, « progressiste », de M. Naarouf El-Dawalibi, qualifié jadis de « Pachia Rouge » de la Syrie.

Quelles sont les chances d'aboutissement d'un tel compromis ?

Fort de la victoire des conservateurs en Jordanie, de la défection du roi Séoud et de l'isolement relatif dans lequel se trouve le colonel Nasser, les Populistes syriens et leurs alliés n'ont guère de raisons de fléchir, si ce n'est le souci d'éviter une rupture violente avec les officiers socialistes et peut-être même une crise qui plongerait le pays dans le chaos et la guerre civile. On comprend, dès lors, que certains dirigeants populistes — parmi lesquels M. Dawalibise se soient toujours montrés disposés à suivre les conseils de modération que le président Al-Kouatli n'a eu de cesse de prodiguer.

#### L'USURE DU POUVOIR

La coalition gouvernementale, quant à elle, a donné ces derniers temps des signes évidents de faiblesse et de désunion : l'alliance des nationalistes dissidents avec les « Chaabistes » et les Frères Musulmans, l'échec du gouvernement à pourvoir jusqu'ici au remplacement de M. Mohassen, ministre des Finances démissionnaire, les ingérences de plus en plus brutales des officiers extrémistes dans les affaires gouvernementales sont autant d'indices de ce qu'on l'on serait tenté d'appeler « l'usure du pouvoir ».

Conscients de leur affaiblissement, certains députés de la coalition sont favorables au compromis avec l'opposition à laquelle ils proposeraient une éventuelle participation à un large cabinet d'union nationale.

Intransigeants, les socialistes et leurs adeptes au sein des forces armées se refusent à tout compromis. Ils exigent le maintien de l'équipe gouvernementale actuelle, la démission de M. Kozbari, ministre (chichakliste) de la Justice, trop favorable à l'opposition, et l'accélération du processus de l'union fédérale de la Syrie avec l'Egypte.

Les quelques semaines qui viennent seront sans doute décisives pour toute évolution future de la politique syrienne. La date limite du 20 juillet ne devrait pas être dépassée sans que soit dénouée, de l'une ou l'autre façon, la crise qui oppose partisans et adversaires du Colonel Nasser en Syrie.

Pour la publicité dans « Démocratie » et « Ar-Rai Al-Amm » adressez-vous à

**AGENCE  
ICHHAR**

42, Avenue des Forces Armées Royales.  
Téléphone : 610-36  
CASABLANCA

**Office Technique de Publicité  
O. T. P.**

150, Avenue Pémireau  
Téléphone : 664-71  
CASABLANCA

# RACISME ET COLON

Le racisme et le colonialisme sont étroitement liés au sein de la justification de l'impérialisme impérial dont le glas a sonné à la Conférence de Bandoeng. Les irrécusables données du problème se posent à travers l'histoire du monde en lettres de sang et de fer, sang pour les victimes, fer pour les esclaves.

Le vingtième siècle a apporté avec lui la certitude d'une disparition dont l'ébauche est en train, sans que pour autant les grandes nations aient accepté de gaité de cœur la condamnation d'une prédominance à laquelle elles trouvaient intérêt. L'histoire du monde est parsemée à la va-vite d'exemples plus ou moins remarquables ou remarquables, portant la logique illogiquement absolutive qui veut que les civilisations à leur apogée portent en elles l'irréfusable tendance à la propagation, propagation qui entraîne la curieuse prédication de l'épée et invariablement l'occupation des territoires à civiliser.

Les hommes sont ainsi faits que, quelle que soit leur force ou leur idéologie, ils éprouvent le besoin de faire partager ou d'imposer leurs conceptions, quitte à trouver par la suite la justification de leurs actes. A l'origine, il y a l'acte qui est instinctif ou physiologique et il y a ensuite sa justification qui est beaucoup plus souvent une excuse ou un plaidoyer pro-domo.

Le système colonial, si l'on veut en excepter les dominations antiques, plus ou moins économiques, qui avaient tendance à procéder à l'élimination des autochtones au profit du clan privilégié des envahisseurs poussés en avant par la faim, est né avec la nécessité d'extension nationale, conditionnée soit par la poussée démographique, soit par le goût du profit à base de rapines ou d'extension d'un marché devenu trop important pour la consommation intérieure. Il y a une différence fondamentale entre les conquêtes d'un Gengis Khan conduisant ses hordes à la recherche d'une nourriture indispensable et la soif de pouvoir d'un Alexandre. Se battre pour survivre est une chose, faire la guerre pour étendre son pouvoir en est une autre. C'est ainsi que nous arrivons à l'étrange constatation que les hordes venues d'Asie Centrale et déferlant sur l'Europe ne pouvaient en aucun cas se comparer aux légions athéniennes. La différence entre les deux se trouve enracinée dans le fait que les premiers voulaient manger, et c'est humain dans sa banalité, et les secondes tendaient à justifier leur conquête par le degré de civilisation supérieure qu'elles prétendaient apporter aux pays qu'elles ravageaient et pillaient. Les philosophes d'Athènes furent sans doute, avec les Bramanes, les premiers tenants de la supériorité raciale, supériorité qui a ses sources dans le fait de la caste ou de la nation supérieure. Le racisme était né.

Au cours des temps, l'histoire est parsemée de ces navigateurs soi-disant désintéressés qui parcouraient les mers pour leur bon plaisir, comme d'aimables yachtsmen. La réalité est différente et plus cruelle aussi. Bien avant l'Europe, les Phéniciens avaient perçu l'immense intérêt présenté par les lointaines contrées à population arriérée ou sous-développée. Les Espagnols et les Anglais, bientôt imités par

les Français, entamèrent une course à la découverte qui ne fut pas autre chose qu'une vaste entreprise de piraterie où, sous couvert d'apostolat biblique ou évangélique, on s'empressa de faire comprendre à coup de garcettes les bienfaits de la civilisation européenne aux peuplades d'Afrique et d'Amérique. Le pillage fit bientôt place à l'occupation sous le signe de la croix. Cortès établit dans le sang la domination ibérique, à la guerre succéda l'oppression, et les restes indigènes furent bientôt transformés en esclaves. Le colonialisme était né, avec sa cohorte d'esclaves, de brimades et d'injustices.

Plus tard la main-d'œuvre s'avérant insuffisante, il fallut bien trouver une nouvelle cargaison de chair à travail. Des navires cinglèrent vers les côtes d'Afrique et le bois d'ébène devint une cargaison comme une autre, comme les épices, comme le cheptel, comme les étoffes.

Bien étrange fut la justification de cette période. Certains évêques affirmèrent que les noirs n'avaient pas d'âme, ainsi il devenait parfaitement licite de vendre leur peau et leur sueur. Des villes entières vécurent et prospérèrent de ce trafic. On dit qu'en Angleterre la ville de Liverpool fut édifiée grâce à la balance où l'on pesait les noirs vendus comme esclaves, chaque maison neuve représentant le poids sur pied d'une cargaison nouvellement arrivée d'Afrique.

Cependant, déjà des hommes s'élevèrent contre ce trafic abject, les philosophes du dix-huitième siècle et principalement Voltaire avec le premier ouvrage anti-colonialiste *Candide*. Dans les loges maçonniques, des hommes préparaient en silence, ce qui deviendra la déclaration des droits de l'homme, déclaration portant en elle tant d'espérance et si foulée au pied par la suite. Bientôt la révolution française et les petites gens qui la firent, clamèrent à la face du monde, l'égalité de tous les hommes devant la loi. Le temps des castes, des esclaves, des cerfs, des privilèges, autant de justificatifs de l'oppression de l'homme par l'homme, allait se courber peu à peu, battu en brèche par l'extraordinaire prise de conscience de la masse misérable courbée sous le joug des despotismes transitoires.

## LE RACISME MODERNE

Le dix-neuvième siècle vit le tournant décisif de l'esclavagisme impérial. L'empreinte de la Révolution Française fut contournée par le sens de la grandeur et Napoléon lui dut une grande part de ses succès. Sartre a décrit quelque part l'engrenage du pouvoir. La révolte des gueux fut bientôt considérée par ses auteurs bourgeois comme une preuve de supériorité nationale et par le fait même ethnique même si cette ethnicité est sujette à caution dans l'analyse rationnelle.

La longue caravane des espoirs trahis jalonne la route de la déclaration des droits de l'homme ou plus exactement de l'application que certains entendirent en faire. Sous le couvert de la formule, apprendre aux peuples arriérés les bienfaits de la civilisation occi-

dentale, une effroyable tenaille ouvra un nombre considérable d'autres civilisations agissantes. De Pékin à Durblancs d'Europe se partagèrent les



Voiture, blanc et pygmées. Au rencontres que rien ne laissait prévoir deux solutions qui s'opposent ?

Avec le machinisme intervint le développement manufacturier et les soyeux de Lyon obligèrent les noirs à mettre des pantalons.

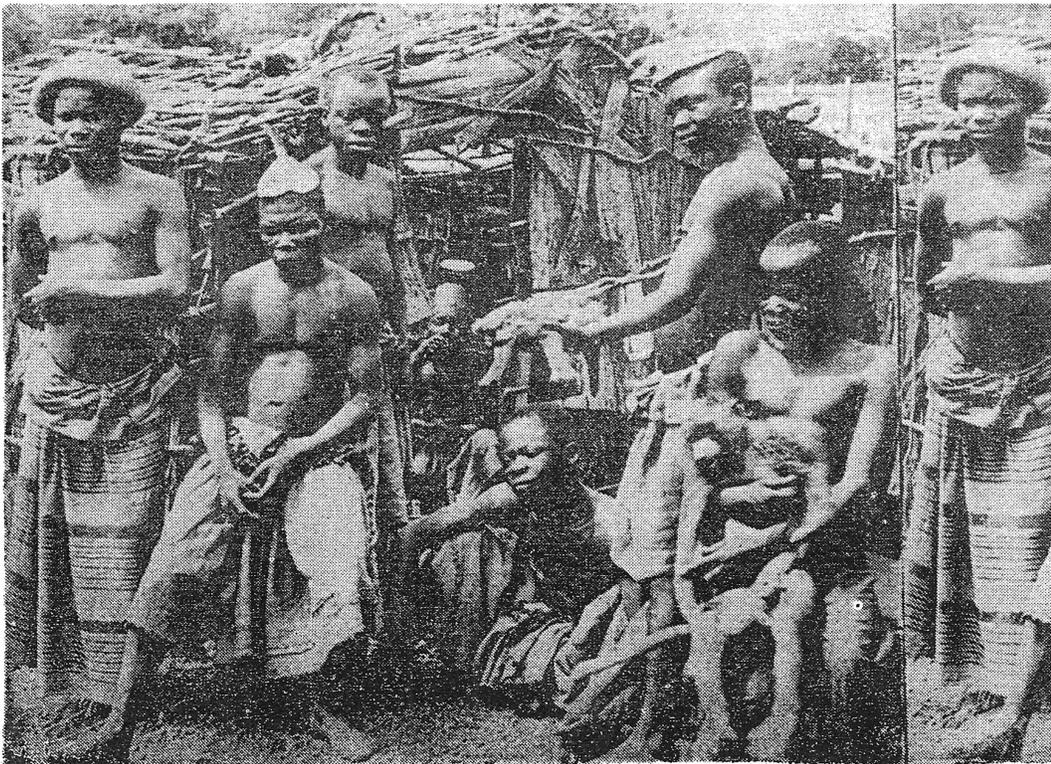
La Colonie devint bientôt non seulement des capitales européennes dont se plaignait Bugeoud, mais aussi le champ des banquiers, des commerçants et de

Il y a chez les hommes ce que l'humanité. Ce respect humain entraîne la tentative de justification, la nécessité. L'histoire est jalonnée de ces chroniques à justifier pour le compte de leur maîtres Peaux-Rouges lors de la ruée vers le pillage du Palais Impérial de Pékin.

Le colonialisme est une formule qui porte en germe la nécessité de l'autorité. Ce respect humain entraîne la tentative de justification, la nécessité. L'histoire est jalonnée de ces chroniques à justifier pour le compte de leur maîtres Peaux-Rouges lors de la ruée vers le pillage du Palais Impérial de Pékin.

Le réveil des nationalismes étranges au service du colonialisme. L'idée de culture supérieure, de la religion ou de la défense qui se veut accusatrice et accusée elles-mêmes s'en ressentent : « Ils de la matraque ». Peu importe que le contraire. Tout bouleversement de l'atteinte à la civilisation triomphante dans les chaînes.

Aujourd'hui, un peu comme les bonhommes feinte quelques Dieux et des statues décorativement acceptable colonialistes ont adopté le Jazz et que l'on trouve dans un dessin d'enfant



La Métropole prend leur sueur, mais ils vivent dans des cases.

# TOTALISME

ouvrait ses mâchoires pour engloutir ces civilisations parfois antérieures à la nôtre. De Durban, de Bénarès à Dakar, les blancs mangent les gâteaux africains et asiatiques.



es. Au cœur de l'Afrique, il est des lieux où l'on se livre à des pratiques primitives. Asservir ou tendre la main,

le développement de la production jadis de Lyon découvrirent la pudeur pour les pantalons.

non seulement le dépôt des déchets et se plaignait Changarnier et dont se chargeait le manœuvre des marchands, mais aussi les industriels.

ce que l'Église appelle le « Respect » est, comme nous l'avons dit, la nécessité de prouver son bon droit. Les chroniqueurs à gage, qui s'entendent leur maître, les croisades, le massacre rué vers l'Ouest, la prise d'Alger et le Pékin.

formule d'occupation et d'exploitation ité de la justification après coup. Il lui a été dit que le peuple colonisé, sa sauvagerie, son anarchisme politique et son impossibilité à gérer des affaires économiques sans lesquelles une gestion ne peut donc s'agir pour les blancs initiés réclamant par leur structure la présence d'une main paternelle capable de tout. Peu importe, si les écoles lui sont interdites, si les exploits d'encadrement ne lui sont interdits, il ne possède aucun droit consultatif sur son territoire. Il suffit au peuple colonisé de brandir un drapeau ou un drapeau souvent à moitié défilé, sans se préoccuper si les couleurs ethniques, climatiques, linguistiques et autres sont remis en surface le racisme. L'idée de la race supérieure, de la nation supérieure est présentée par une formule et est admise. Les méthodes d'oppression : « l'homme comprend que le langage et que le passé du colonisé témoigne du fait que l'État établi ne peut être qu'une structure dérivée du déclin de la civilisation.

me les mains admettaient avec une foi, les Dieux étrangers qui faisaient, ma foi, un spectacle à tout le monde, les grecques, les nations azzi et le nègre de la même façon, d'enfant « qu'il y a quelque chose ».

Personne ne veut comprendre ou entendre la plainte du peuple noir qui brame comme un Dix-cors devant la meute, la tragique inquiétude de son devenir. Personne ne veut savoir l'atroce nécessité des noirs - chrétiens à sentir que Dieu ne peut être qu'un Dieu coloré, car sa bonté n'aurait pu alors permettre leur sort. Au Paradis, il n'y a que des hommes de couleur, c'est juste, car leur enfer est sur terre.

Enfer pour l'homme condamné à vingt ans de travaux forcés pour avoir regardé une blanche d'une certaine façon, enfer pour les goses de Shangai vendus, il n'y a pas longtemps encore, aux désirs lubriques des gens d'Europe, enfer pour les prisonniers des cages de fer du Docteur Malan, enfer pour l'Algérien hurlant sous la torture. Parallèlement, les banques de Manhattan, de Wall Street et de Paris, transcrivent en plus value sur action, les souffrances suintantes des peuples dans les chaînes.

## LE NAZISME

Le système de gestion des États Totalitaires forme une ossature solide dont une des charnières sera la supériorité raciale. Il y a bien sûr à la base de cette supériorité, toute une tradition qui veut trouver ses racines dans l'histoire, la religion, la culture et la civilisation actuelle ou passée du pays dont il s'agit. Ce n'est pas pour rien que la mythologie germanique trouva une étrange résonance dans le régime national-socialiste (remise en honneur de la célébration des solstices chez les SS, chevaliers teutoniques, serments des poignards etc...), ce n'est pas pour rien non plus que l'U.R.S.S. entend glorifier en dépit d'un internationalisme de façade les exploits de Pierre Le Grand et de la Grande Catherine, (l'on oublie alors volontiers l'exploitation du moujik sous ces despotes).

Toute nation qui entend faire de la Force ou de la Puissance un moyen de pression sur les autres peuples, porte en elle le virus de la nation privilégiée entraînant inévitablement l'exaltation de la race supérieure, donc du racisme. L'Histoire, la Biologie seront alors avec la philosophie les moyens d'explication justificative d'une doctrine transformée en axiome.

Il va de soi qu'il existe, également, la part irrationnelle et accidentelle de la formation psychopathologique des gouvernants promoteurs ou dépositaires de la devise « Le National au-dessus de tout ». Il y a danger extrême à confondre patriotisme et nationalisme épidermiquement sensible. Il y a des raisons profondes et déterminantes qui permettent d'esquisser la genèse du racisme. L'on a trop tendance à oublier les camps de concentration et les fours crématoires de l'hitlérisme.

## LES 21 POINTS DE NUREMBERG

Groupement philosophico-patriotique, les Compagnons de Thulé, fondés par le professeur russe Ouspenski, disciple de Gurdjieff, se séparèrent rapidement de celui qui restera le maître de Catherine Mansfield. Le Docteur Morel, et Hauchoffer, seront avec Rosenberg les tenants de l'aryanisme, race supérieure et de l'anti-sémisme. Les 21 points de Nuremberg, base de la doctrine National-Socialistischer Arbeit-Partei, renferment des formules, qui sont un peu trop oubliées par les nouveaux tenants du Nazisme.

- Seul l'Aryen a droit à la vie.
- Les non-Aryens doivent disparaître ou être esclaves.
- Partout où se trouve un seul Aryen doit flotter le drapeau allemand.

C'est une curieuse machine que celle du nazisme. Peu la prirent au sérieux : « C'est enfantin » dirent les-uns, « c'est ridicule » dirent les autres.

Le résultat de cet enfantillage se solda par des millions de victimes. Ainsi, le culte de la nation porté à son paroxysme délirant porte en lui l'inéluctable et criminelle nécessité de faire la preuve de cette supériorité. Cette preuve, c'est la domination ; la domination, c'est la révolte des peuples sous le joug ; la révolte des opprimés, c'est la répression ; la répression, c'est l'extermination.

Le racisme ou auto-culte de la nation qui se veut supérieure engendre l'impérialisme et l'extension économique-politique du système interne de la Nation. La colonie n'est alors, de même que le pays occupé, que la succursale d'une métropole qui cherche à étendre sa



Josephine Baker a adopté des enfants de toutes races.

zone d'influence, même au détriment du libre-choix des hommes que l'on décide, en vertu d'une civilisation dite supérieure, de broyer dans le pressoir de la super-virtu par la force et le canon.

« Nègres, Youdas, Viets, Chintoques, Ratons », autant d'expressions qui font partie du vocabulaire de la race prédestinée. Le racisme commence par l'orgueil, se poursuit par le mépris et se concrétise par la violence et l'usage de la force. La devise germanique : « La Force prime le Droit » pourrait être aujourd'hui la devise des grandes puissances. Face à ce théorème indémontrable par le bon-sens, les peuples colonisés ou opprimés ont brandi leur devise : Droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

La conférence de Bandung a démontré que les racismes idéologiques, les colonialismes, ne sont que des formules vaines qui portent en elles leur auto-destruction, puisqu'il est devenu évident que RIEN ne peut s'opposer au désir d'un peuple qui désire secouer les chaînes de sa misère et de ses entraves.

Les morts des révoltes des peuples en lutte pour leur droit de vivre, sont, seront ou furent le germe des certitudes indiscutables des libérations infaillibles.

De Budapest à Alger, de Tananarive à Hanoi, de Rabat à la Louisiane, du Cap à Djakarta, le souffle de l'espérance a revivifié la semence des libérations successives. Au vingtième siècle, les Spartacus ne se connaissent que victorieux dans une temporaire restriction. Les vieux quartiers de Harlem et les camps de Dachau, sont comme les prisons d'Afrique du Sud et les prisons d'exécution du Kenya, témoins que les, colored-men et les races inférieures sauront et ont su prouver la supériorité de leurs droits ; envers et contre les totalitarismes de tout bord.

C'est dans ce sens que la démocratie qui ne veut connaître de l'homme que le sens profond de son devenir et de son essence, se refuse à voir dans une couleur de peau, dans une religion, ou dans une appartenance ethnique ou autre, autre chose qu'une contribution à ce tout supérieur qui est l'Homme. Tel qu'en lui-même responsable des autres et se soumettant dans le même moment à leur bien-être et à leur liberté propre.

La Démocratie est seule garante des libertés humaines. A l'heure des crimes racistes et coloniaux, elle seule saura dire le non nécessaire à barrer la route à ceux qui veulent faire des hommes des esclaves soumis à des races ou des nations soit-disant élues.

Nous ne connaissons qu'une loi, celle de l'Homme pour l'Homme, car c'est dans la solidarité agissante et la participation de tous au bien commun, que dépassant les frontières, les hommes se tendent la main pour la construction de cet avenir, aujourd'hui un leurre, mais qu'il dépend de nous de transformer, demain, en réalité.

Hafid JELLABI



# TRIBUNE LIBRE

## DESTINS AU MAROC

Sous ce titre, le critique et dramaturge bien connu : Rabi, publié dans le numéro de mai de la revue EVIDENCES, un reportage sensationnel sur le judaïsme chérifien à l'an I de l'indépendance. Depuis son premier voyage au Maroc, en février 1955, Rabi ne cesse de lutter par la parole et la plume en faveur de ses frères qui végètent au vu et au su de l'humanité civilisée, dans ces royaumes de ténèbres et de souffrances que sont les mellahs. Dans le reportage en question, écrit après son récent voyage au Maroc en mars dernier, le célèbre écrivain se propose de nous aider à résoudre les graves problèmes qui nous tourmentent depuis l'avènement de l'indépendance, événement décisif dans notre existence, qui a fait des apatrides que nous étions avant, des fils légitimes d'un pays qui nous est cher parce que nous y sommes nés et y avons toujours vécu heureux, d'un pays qui a toujours servi de refuge aux Juifs persécutés et traqués de toutes les époques.

Rabi commence par nous rappeler la fameuse règle talmudique : « La Loi du pays est la Loi ». (DINA DEMALHOUTA DINA), régie qui régit depuis le 3<sup>e</sup> siècle de notre ère, la vie des communautés juives dans la Diaspora ; et il nous montre qu'il est facile dans notre cas d'adopter intégralement cette formule, car notre nouvelle patrie, le Maroc « se veut une démocratie libérale, progressiste, syndicaliste dans le cadre d'une monarchie constitutionnelle ». Au cours de sa tournée de conférences, Rabi a en effet constaté « une triple liberté : de circulation, de réunion, d'expression » et cela lui paraît plein de promesses pour l'avenir. Il a aussi remarqué que Sa Majesté le Sultan — que Dieu le glorifie — son gouvernement et les partis politiques, nous considèrent comme des citoyens égaux à tous les points de vue aux

citoyens musulmans et veulent ardemment nous voir participer sur tous les plans à la vie nationale.

Rabi a confiance dans le régime actuel du Maroc, régime dont les mots clés sont « discipline, hiérarchie, travail, austérité, solidarité ». Aussi, il nous demande de vaincre notre timidité et de nous montrer « citoyens zélés et loyaux » d'un Etat qui nous veut siens. Rabi ne cache pas cependant que cette timidité est compréhensible et normale même, et que le malaise que manifestent certains d'entre nous a des racines concrètes.

Avant 1912, nous n'étions en effet que des protégés du Sultan, réellement des étrangers dans la société marocaine. Sous le Protectorat, nous nous sommes donnés corps et âme à la Culture Française qui nous a délivrés de nombreux complexes et nous a aidés à sortir du ténébreux mellah, à nous forger une existence vraiment humaine, selon nos aspirations. Puis de nouveau en novembre 1956, on nous dit que nous sommes Marocains et n'avons jamais cessé de l'être. Devant tant de brusques et bouleversants changements, il est donc normal que nous soyons encore perplexes et hésitants et ne voyions pas encore clairement la voie dans laquelle nous devons nous engager, avec foi et ardeur, pour le bien commun. Rabi note judicieusement qu'une « certaine marge d'adaptation est nécessaire ». Et il nous cite à l'appui de sa remarque le cas des Juifs Français qui ne s'intégrèrent vraiment et totalement à la Nation Française qu'au bout d'un siècle de doutes, d'hésitations et de luttes. Nos frères musulmans doivent donc comprendre que notre « tâche est inhumaine » et que nous ne pouvons « effectuer en une année, le processus que les Juifs Français ont mis cent ans à parcourir ». Bien sûr, nous n'allons pas mettre un siècle à

nous intégrer, car le temps presse et la situation présente exige que tous les habitants du Maroc, sans distinction de race ni de religion, s'unissent autour de notre Roi Bien-Aimé afin de faire face aux nombreuses difficultés qui nous assaillent et travailler la main dans la main, dans la confiance et la paix, à l'édification du Maroc Nouveau. C'est pour cela qu'il nous faut trouver de toute urgence une solution honorable aux problèmes que pose notre intégration. Il ne sert à rien d'attendre et d'espérer, tout en restant dans « l'expectative accompagnée de désarroi et de prostration ». Il faut choisir, choisir immédiatement et s'engager. Mais choisir ne veut pas dire comme le croient certains arrivistes, renier le judaïsme, rompre avec tout ce qui est juif et faire de la surenchère de loyauté, choses que nous ne demandent ni notre sage Souverain ni nos amis musulmans. Comme l'a dit un pacha, cité par Rabi, on n'est meilleur citoyen que dans la mesure où l'on est bon juif. La seule voie dans laquelle nous devons donc marcher pour servir utilement la cause de notre pays tout en assumant pleinement notre condition juive, est celle que nous indique Rabi :

« Assimilation aux mœurs, aux coutumes, aux idéaux, aux traditions nationales « tout en maintenant » vivantes, nos valeurs éthiques, notre foi en l'homme et en la force de la Vérité ».

Dans l'incertitude des temps présents, le reportage lucide de Rabi nous fait l'effet d'un phare au milieu de la nuit. Puisse ce phare éclairer et guider vers la bonne voie, la voie de la loyauté, de la fidélité, de la dignité et de l'honneur, tous ceux qui hésitent et tâtonnent, ainsi que ceux qui ont pris la mauvaise route.

Jacob ELHADAD

## REVUE DE LA PRESSE

« Ar-Rai Al-Amm », le quotidien en langue arabe de notre Parti, rappelant les enlèvements et les exactions qui se passent encore dans le Maroc Indépendant, réclame que le Maroc applique la « Charte des Droits de l'Homme » dans le cadre des engagements souscrits par le Maroc lors de son adhésion aux Nations-Unies.

« Le Conseil National du P.D.I. a réclamé à l'unanimité la proclamation de la charte des droits de l'homme afin de concrétiser les objectifs de la révolution libératrice nationale, faire appliquer les engagements souscrits par le Maroc en tant que membre de l'O.N.U. et satisfaire le désir de l'ensemble de la Nation marocaine.

« La charte que nous réclamons — conformément à notre programme visant à conduire cette Nation vers une vraie liberté — est un acte que le gouvernement marocain s'est engagé à appliquer le jour où le Maroc avait adhéré à l'O.N.U. mais le gouvernement actuel viole cette charte ainsi que les engagements pris en faisant la sourde oreille à la Nation qui réclame l'application de cette charte.

« Le Maroc est resté de ce fait un pays où les libertés humaines sont violées, où les citoyens sont enlevés, torturés, tués, emprisonnés et privés de leurs droits les plus élémentaires. Le peuple vit dans une situation proche de l'anarchie. Le pouvoir est lui-même menacé de décadence si la situation demeure ce qu'elle est.

« Le P.D.I. croit que la seule solution susceptible de remédier à cette situation et de stopper les tyrans, est de proclamer et d'appliquer la charte des droits de l'homme en libérant tous les détenus politiques, en relaxant les

gens enlevés se trouvant dans les centres d'internement (connus des responsables) et en fermant ces derniers ainsi que les centres des tortures policières.

« Ces mesures vitales sont les seules en conformité avec l'esprit de la révolution nationale menée par l'ensemble du peuple. Ce peuple ne s'est pas sacrifié pour permettre à une certaine fraction de jouir des bienfaits de l'indépendance. »

En Irak la démission du gouvernement de Noury El Saïd est diversement commentée. L'habileté politique du président du Conseil démissionnaire laisse la porte ouverte à un grand nombre de suppositions. C'est dans ce sens qu'« Al Midan » l'un des journaux de Kharطوم entend exposer les raisons qui, d'après son chroniqueur auraient amené Moury Saïd à une démission tactique dont on verra par la suite s'esquisser les raisons profondes.

« Certains pourraient penser que la démission de Noury Saïd, président du Conseil irakien, (connu pour son hostilité au peuple et sa fidélité aux impérialistes) présagerait un changement dans l'orientation actuelle de l'Irak et dans sa politique fondée sur les alliances impérialistes et étrangères aux aspirations nationales des pays arabes libérés. Un tel optimisme est déplacé pour les raisons suivantes :

1. — Ce n'est pas la première fois que M Noury Saïd présente précipitamment sa démission Il lui est déjà arrivé de le faire en dépit de la complète identité de vues qui existe entre lui et le roi.

2. — Il est déjà arrivé que M. Noury Saïd ait présenté sa démission afin de se débarrasser de certains de ses ministres

jugés par trop insoumis et incapables de le suivre dans sa politique de fidélité à l'impérialisme occidental.

3. — La démission de M. Noury Saïd est intervenue au lendemain de la réunion de l'alliance de Bagdad...

Pour toutes ces raisons, nous pensons que cette démission a été motivée par :

1. — Le souci de se débarrasser d'un certain nombre de ministres indésirables ou bien.

2. — par le désir d'élaborer une nouvelle politique (nouvelle dans la forme uniquement) qui faciliterait le rapprochement amorcé entre l'Irak, la Jordanie et l'Arabie Saoudite.

Ceci serait d'autant plus probable que l'impérialisme a déjà remporté quelques victoires et a réussi à ébranler le front égypto-jordano-saoudien. Si nous ajoutons à ce qui précède le voyage qu'effectue en Jordanie le roi Saïoud, nous comprendrons alors pleinement que la démission de Noury Saïd est une manœuvre dont les conséquences ne pourront qu'être néfastes pour la politique arabe libératrice.

Abordant le projet d'élections municipales, « Ar Rai Al-Amm » après s'être félicité de ce pas en avant vers la démocratisation effective du pays, enregistre également avec satisfaction, le fait que les femmes marocaines pourront participer à ces élections en tant qu'électrices et éligibles. Il ne reste plus qu'à envisager les élections législatives ajoutées au quotidien de notre Parti.

« Dans leur résolution du 25 mai les membres du Conseil national du P.D.I. ont approuvé à l'unanimité le projet des élections municipales annoncées pour la fin de cette année et ont

demandé que l'opposition soit consultée sur le monde d'organisation de celles-ci afin qu'elles se déroulent dans une atmosphère de liberté et conformément au désir du peuple.

« Le Conseil a demandé également la participation des citoyennes marocaines et la dévolution du pouvoir à un gouvernement neutre ou d'union nationale qui présidera à ces élections.

« L'organisation des élections municipales au Maroc est une victoire pour notre idéologie, et la récompense de notre lutte. C'est nous qui avons, en effet, émis l'idée d'une constitution et d'un régime démocratique dans le pays.

« La consultation de l'opposition sur l'organisation des élections est un droit légitime, car l'actuel gouvernement ne représente qu'une tendance déterminée et il est de ce fait illogique de lui laisser l'exclusivité de la promulgation et de la réglementation des élections sinon son esprit partisan manifeste se reflètera inévitablement sur ces élections et les résultats ne seront conformes ni au désir du peuple ni à la réalité de la situation dans le pays.

« La participation de la femme aux Conseils municipaux envisagés est un pas indispensable vers la réalisation de l'évolution sociale de même qu'elle constitue un excellent remède à la situation de la femme dont les droits demeurent jusqu'à présent méconnus dans ce pays...

« Nous espérons une prochaine convocation du peuple en vue d'élections législatives afin que le pouvoir soit fondé sur des bases démocratiques et justes.

« Les droits et les libertés des citoyens ne seront pas garantis tant qu'une fraction se réservera le pouvoir. Le peuple mérite un régime plus honorable et plus digne... »

# La Confession de Jean-Jacques

par Maurice MASCHINO

L'entreprise était risquée. La réussite de Servan-Schreiber est incontestable.

Raconter ce que l'on a vu et vécu n'est pas si facile. Ou l'on braque, accentue, déforme et minimise, l'œuvre est alors révélatrice d'une subjectivité, mais le donné qu'elle livre au public participe à sa nature, il est transfiguré, il n'est plus objectif. Ou l'on prétend à l'impartialité, et l'on rapporte, simplement ; mais le rapport équivaut, ici, à une dénonciation, il met en cause des hommes qui se battent encore, qui ne sont pas libres, il les aliène, les découvre. Ou le témoin, enfin, se transforme en justicier, il plaide, en montrant l'accusé, en racontant la valorisation, il approuve et condamne, sa déposition est un réquisitoire, mais il ne convainc pas la défense.

L'habileté de Servan-Schreiber lui suggère une autre méthode. Il ne démontre pas, son livre n'est pas une thèse, une plaidoirie, ni un roman. Il ne propose pas d'arguments, il n'impose pas au lecteur ses opinions, un lieutenant n'a pas d'opinions. Il écrit ; et s'il transpose, il respecte la réalité quotidienne qu'il a vécue et connue : « L'authenticité des faits que vous rapportez, qu'ils concernent notre activité ou celle des hors-la-loi, (est) certaine », lui écrit, avec l'autorisation officielle de la Défense Nationale, le lieutenant Antoine. La transposition ne nuit pas à la vérité du récit, à sa fidélité.

Fidélité à cette vie de soldat, au jour le jour, en Algérie, que l'auteur raconte — un soldat que ses fonctions introduisent dans divers milieux, dans les salons de Saint-Georges, à Alger, en compagnie de son colonel ; dans une mechta, la nuit, avec un « Commando Noir » ; qui rencontre, dans l'arrière-salle d'un café, des libéraux traqués ; en inspection, le Ministre-Résident ; qui vit avec ses hommes, et partage leurs angoisses, leur ennui, leur inutilité.

Ce livre se présente donc, d'abord, comme un tableau, c'est un ensemble d'images, ou, plus exactement, de scènes : l'accident qui devient un raid terroriste — le bouclage d'une mechta — l'expédition d'un commando noir — les manœuvres des policiers algérois. Mais d'un tableau, cette œuvre qui a la rigueur, la cohérence, la stylisation, connaît aussi les limites.

L'Algérie, par exemple, est absente. Servan-Schreiber ne la montre guère, d'elle il n'indique que des traits généraux, c'est le décor d'une action, l'unité de lieu, le milieu dans lequel il a vécu 6 mois d'armée, c'est la tête d'une unité, participant, avec elle, à quelques opérations, rencontrant, au hasard des déplacements et des missions, quelques-uns de ses supérieurs.

Pas davantage ne voit-on vivre les Algériens, et leur présentation, dans le récit, est caractéristique de la perspective militaire : ils sont les ennemis, les fellaghas... Les Européens, de même, les colons, les citadins, on les devine parfois, on ne les voit pas.

Cette limitation, loin de diminuer la valeur du récit, l'authentifie ; elle révèle la probité de Servan-Schreiber, elle témoigne de son constant souci de vérité à peine débarqué il se retrouve dans le bled, au milieu de ses hommes — c'est là qu'il a vécu — c'est de cette vie-là qu'il parle « leur » guerre qu'il raconte — et la stupidité de cette guerre qui s'étale à toutes les pages du livre.

Le récit commence par un tar divers, là-bas un fait courant banal mais qui revêt, dans le contexte algérien, une signification tragique.

Un village comme les autres. Un jeune Arabe quitte la terrasse d'un café s'apprête à traverser ; survient

une Jeep, qu'il n'avait pas vue, et qui l'évite d'un coup de frein sec. Vociférations de l'Arabe. Géronimo, l'un des occupants de la Jeep, saute à terre, braque sa mitrailleuse. Silence. Du café, se lève un vieil Arabe, qui veut calmer son jeune ami : « Allez, fais par la mule... » Brusquement, il s'écroule, Géronimo n'a pas tiré, mais le coup est parti, et la Jeep démarre.

Arrivée des territoriaux du village. Pas de problème : « S'ils l'ont descendu (ils, les fellaghas), c'est qu'il devait être de notre côté ». Survient alors un camion d'ouvriers, ils travaillent à la mine voisine ; on les arrête, les engueule, ça va de soi, ils tremblent de peur, c'est normal. Apparaît un camion militaire, qui fait diversion, et les ouvriers s'enfuient.

Chasse à l'homme. Mauré, le sergent, « doux et gentil », qu'on suspecte de mollesse, prépare son coup, soigneusement. Il est un homme, non ? D'ailleurs, le P.C. est prévenu, des blindés barrent la route du côté

neutraliser ; de son hélicoptère, le général stoppe les préparatifs : l'artillerie, l'aviation interviennent. « Aussitôt qu'il y a un accrochage, on écrase » : c'est l'adjudant Gamber qui parle, un dur, un « patriote », qui veut garder française l'Algérie, mais se refuse à « la réduire en poussière ».

Sans doute certains officiers ont-ils conscience de cette absurdité, ils s'indignent, protestent, jettent leur démission, puis la reprennent, rédigent des rapports. Ils savent qu'on ne gagne pas la confiance d'un peuple à coups de matraques, à coups de canons, par la torture et la violence, ils veulent des contacts humains.

C'est dans cet esprit qu'ils lancent l'idée des « Commandos Noirs » — ces groupes de nomadisation qui pénètrent dans les mechtas la main tendue, qui cherchent l'Arabe pour lui parler, le connaître, le considèrent « comme un ami, et non comme un suspect, sauf preuve du contraire ».



Inculpé d'atteinte au moral de Bourguès-Mounoury

de Palestro, il n'y a rien à perdre et tout à gagner : « Si des Arabes avaient pris la fuite dans un camion, c'est qu'ils avaient fait un mauvais coup ». Le commandant pense comme le sergent, le sergent comme le chef des territoriaux, et le territorial, lui, ne pense rien, il a des réflexes, et de solides appuis à Alger. — Le camion d'ouvriers fut vite rejoint, les manœuvres, criblés de balles, « l'opération, exécutée sans accroc » Bon travail de soldat.

Pauvres types, ils n'y peuvent rien, ils exécutent, ils subissent. Que seraient-ils d'autre, livrés entre les mains « de quelques arrivistes et de beaucoup d'imbéciles » ? « Notre armée, écrit Servan-Schreiber, dont le corps est encore sain, pourrait par la tête ; les intrigues et les luttes de factions l'accaparent ». Les hommes de troupe le savent, qui répètent dans les popotes : « Les généraux sont des cons » ; et quand Schreiber corrige : « La réalité est plus subtile. Les généraux sont de généraux » dit-il autre chose ?

Il y a, par exemple, cette opération de bouclage. La mechta est encerclée ; d'une maison, part un coup de feu ; une section se précipite à l'

avec le respect, et il n'y a plus de respect parce qu'on ne peut mépriser le bougnoule sans que ce mépris n'atteigne les autres hommes ; il se généralise, il fait tache d'huile, tache de sang. « Ce qu'on pense du bougnoule finit par transformer la vision du monde. On commence par fanquer un coup de pied à un animal qui ressemble à un homme, mais qui est d'une autre race ; on arrive, sans prendre conscience du passage de l'un à l'autre, à traiter un officier français comme un maquereau de Pigalle, et par demander aux gens, mitrailleuse au poing, s'ils sont catholiques. On s'aperçoit que le mépris des hommes ne se mesure pas, qu'il ne se règle pas : qu'il dénature ».

Est-ce pas réaction inverse que Schreiber humanise intensément les personnages qu'il met en scène ? On l'a déjà remarqué, il n'y a pas de salauds dans ce récit, et les salauds éventuels, l'auteur les présente comme de pauvres types, des gars mystifiés, sans doute récupérables. Schreiber se garde de juger ; les êtres les plus abjects, il ne les choisit pas, il laisse leur chance aux imbéciles : ne voit-on pas un ministre-résident « modeste, embarrassé », qui souhaite « rompre avec l'engrenage », un homme enfin ? Il y a là un sens aigu de l'ambiguïté, un respect louable d'autrui, mais cette ambiguïté même ne nuit-elle pas à la vigueur de l'œuvre ? La réserve que l'auteur s'impose, la modération du ton, l'impersonnalité, souvent, du témoignage, ne favorisent-elles pas l'équivoque ? Le succès qu'obtint « LIEUTENANT EN ALGERIE », lors de sa parution dans l'EXPRESS, n'est-ce pas — indépendamment de ses incontestables vertus — cette équivoque qui, en partie, le valut ?

La voici, — et c'est le lieutenant Antoine qui, dans une lettre à l'auteur, la formule : « S'ils avaient été virils et conséquents (ces hommes qui... mettent sur le compte d'un idéal douteux leur peu d'entraînement à participer aux opérations), ils auraient rendu leurs épaulettes et abandonné les avantages qui y étaient attachés, mais ils se sont abstenus ». La conduite de ces hommes — qui se battent, qui font la guerre des colonialistes, qui reçoivent, comme l'auteur, des citations — cette conduite ne contredit-elle pas la révolte de leur conscience, ne trahit-elle pas leur choix humain et politique ? Mais c'est alors la signification même de ce témoignage qui semble-t-il, se trouve compromise.

Car un témoignage, qu'on le veuille ou non, est une leçon, il suggère un ordre de valeurs, il signifie, à sa manière, un engagement. Faut-il donc « mentir par devoir », se battre, par discipline, contre des hommes vers lesquels un autre devoir nous porte, la main tendue, et sans armes, comme vers un ami ? Le devoir patriotique contrecarre-t-il les exigences humaines et éthiques ? Cet antagonisme lui-même n'est-il pas un mythe, un mensonge encore ? La guerre d'Algérie — l'auteur et quelques autres le savent — c'est le mort de la France, et sa dégradation quotidienne ; l'accepter, cette guerre — la servir, c'est se battre contre la France (l'Algérie, c'est la France non ?), il n'y a pas de demi-mesure d'accoutumée, il n'y a pas le « idées » et la conduite, la fraternité dans le cœur et la mort à bout portant.

Il est vrai que ce divorce, « certitude, silencieuse à l'intérieur de chacun » et qui représente, pour Schreiber, « la vraie bataille d'Algérie nous livre un témoignage d'une très haute valeur, d'une incontestable... » et lui honore son auteur.

# ROLAND BACRI : POETE POUR UN SOURIRE

## CHIMIE LA RE SOL DO FA

Par devant Dieu  
Par devant les hommes  
Par devant Pater  
Notaire,  
Je soussigné  
Te donne mon cœur  
En un acte sous sein privé.

En outre et de plus  
L'énuméré ci-après  
De mes qualités notoires,  
A savoir  
— Un maître soixante-dix-neuf  
— Yeux vifs et pétillants (deux)  
— Lyrisme débordant

Le tout, —nom—de—Dieu—  
Trois mots rayés nuls R. B.  
Dans la pleine force capable  
D'une puberté dûment établie.

En foi de quoi  
Tu me dois  
De plein droit  
En tant que femelle  
Vis-à-vis et consensuelle  
Ta nue propriété  
En bonnes et dues formes  
Et son absolue jouissance.

Rappelons in-fine  
Les dispositions contractuelles  
Prises en la matière :  
— Article 551 et la suite :  
« du droit d'accession  
« sur ce qui s'unit  
« et s'incorpore à la chose.  
— Article 858 :  
« le rapport se fait en nature.

Par devant Dieu  
Par devant les hommes  
Par devant Pater  
Notaire  
Je soussigné  
Te reprends mon cœur  
En un acte sous sein privé.  
Ayant pénétré  
Dans le huis-clos légal  
Et conjugal  
En vue d'instrumenter  
Ai constaté  
Que ta vertu  
N'était pas naturelle et d'origine  
Et que le principe d'inséparabilité  
Ne pouvait être argué  
(Enceinte manifeste).  
— Article 1.302 :  
« de la perte de la chose due... »

Deux gîles, de pleine force probante  
Furent suivies  
D'une main-lavée d'opposition.  
En vertu de la grosse  
Et de cette donation entre vifs  
Je reprends ma liberté  
Et retourne au café  
Retrouver la communauté  
Réduite au jacquet.

Le rire est salutaire, dit la sagesse populaire. Rien de plus vrai. Voici tout d'abord une anecdote, pour nous mettre dans l'atmosphère :

Je devais avoir 14 ans. Nous venions de nous installer à Casablanca. Un oncle vint nous rendre visite, un de ces Fassis comme sans doute on n'en fait plus, traditionnel jusqu'au bout des ongles. Il me dit : « mon garçon, le cinéma... J'entends parler de cinéma et de films. Qu'est-ce que c'est ? » Je l'emmenai au cinéma. On y jouait un film égyptien, « La Rose Blanche ». Vous avez tous vu ce film, n'est-ce pas ? Eh bien, après avoir entendu Abd El Wahab chanter ses espoirs et son amour tragique, qu'est-ce que fait mon oncle ? Il se lève et clame d'une voix tonitruante, sans se soucier le moins du monde des autres spectateurs : « Tu vois, malheureux ! tu vois ! pourquoi ne viens-tu pas vivre au Maroc ? Tu épouseras une bonne fille de bonne famille et tu n'auras pas tant d'histoires... »

Seize ans après, je suis resté ce Marocain, aimant rire, même de mes propres défauts. Je n'irais pas jusqu'à prétendre que l'esprit satirique est

## par Driss CHRAIBI

proprement marocain, mais il y a un certain parallélisme entre notre satire et l'esprit « Canard Enchaîné » : nous sommes fondeurs, bons enfants au demeurant.

Maintenant, que je vous présente le « petit poète ». Il est Juif Algérien, il a 30 ans, il y a 3 ans qu'il vit à Paris. A Alger, il était employé de banque. Un jour, il a tout abandonné. Il débarqua rue des Petits Pères, à Paris, dans l'immeuble du « Canard Enchaîné », et il demanda à Tréno, le rédacteur en chef, comme ça, tout de go, sans s'émouvoir : « Est-ce que je peux rire avec vous ? Je viens d'Alger pour rire. » Tréno l'engagea séance tenante et depuis il fait la joie du « Canard ». Pour tout bagage, il avait sa 2 CV, « sa deux Pégase » comme il dit, son talent et ses deux valises bourrées d'illusions.

Je viens de recevoir son premier livre de poèmes. Quand je dis poèmes, il faut nous entendre : il s'agit de bouts rimés, marrants, tordants à souhait. Tout y passe : les ministres intègres, la science, le goût du jour, le conformisme. Amis, si vous voulez rire, lisez ce petit livre et vous m'en direz des nouvelles (Roland Bacri, Le Petit Poète, LA CANAROTHEQUE, « Canard Enchaîné », 2, rue des Petits Pères (Paris 2<sup>e</sup>), 250 francs). En voici quelques échantillons :

## T'EN SOUVIENT-IL ?

Tu avais ta taille de guêpe,  
Moi j'avais mon navet papillon.  
T'en souvient-il ?

Le soleil dévoré de zèle  
En mettait un sacré rayon.  
T'en souvient-il ?

Je te dis : « Bonjour boucles blondes ! »  
J'étais blonde à ce moment là.  
T'en souvient-il ?

Les oiseaux chantaient à la ronde  
En si bémol ou bien en la.  
T'en souvient-il ?

Ton air bête était renversant.  
Je te renversai sur l'herbette.  
T'en souvient-il ?

Ta robe se froissait, pourtant  
Cela ne te chiffonnait guère.  
T'en souvient-il ?

Tu faisais la blêhe écrivaine,  
J'avais des dents de jeune loup.  
T'en souvient-il ?

...Verde cimer à la forme active  
On conjugua comme des fous.  
T'en souvient-il ?

Non ?  
Ah ! bon.

## TERRE D'ELECTION

Nous sommes  
Au «oyaume  
Des élus,  
Des Zoulous.

A sa t'ibone de nuages  
Missié Soleït  
Tient discou's enflammés.

Chef du village  
A mis g'and pagne  
Elects'at

Un épouvantail  
Voté à mains levées  
Pou' vilains moineaux.

Madame Taupe  
Pou'suit menées soute'atnes

Les bananes vaud'aient  
Changer de régime.

La t'otus  
(Une mod'ée)  
Va son t'ain de sénateur.

Missié missionnai'  
Pas voulo' du tout  
F'opos des fâtiches.

« Au Gabon y a bon  
Cannibale otage »  
A dit candidat  
A la bamboula.

Au bas baobab  
Petit poète noi'  
Int's'oge mômé négus :  
— « Toi savoi' décla'ation  
Des d'oits de l'homme ?  
— « D'oits de l'homme sont :  
Foucs, index et majes'  
Anulai', au'iculai'... »

## DRAME EN DEUX ACTES

Le petit chimiste  
Est devenu fou.  
En rentrant chez lui  
Il trouva sa femme  
— Sa propriété physique —  
Cédant des busses  
A un corps étranger.

Sa réaction  
Ne s'exprime  
Pas  
Par l'équation  
Bien connue  
Un dégagement O Ca.

Non.  
Sa raison se liquéfia  
Et il joua  
Azote-mouton.

## SPECIAL ALGER

### Après les émeutes du 11 juin

Les émeutes européennes du mardi 11 juin, dont on a semble-t-il, minimisé à dessein le tragique bilan, (des chiffres officiels font état de 45 morts algériens, selon la presse tunisienne), ont porté un coup sensible aux services psychologiques du Gouvernement Général, qui entendaient exploiter à sens unique, les événements encore contre-versés de Melouza.

On relève notamment dans la presse étrangère, l'opinion d'un journaliste qui n'hésite pas à écrire :

« Il faudrait cent Melouza pour effacer l'impression de cette émeute ».

A Alger, on pense que c'est la crainte de semblable réaction, réaction qui n'a pas manqué de se produire, qui a empêché les journaux locaux de procéder à leur orchestration, habituelle en pareil cas, des obsèques des victimes de la bombe du casino de la Corniche. Les journaux algérois s'étaient en effet abstenus de publier l'ordre de grève lancé par les Comités d'Anciens Combattants et d'Action Universitaire. Cette crainte était d'ailleurs partagée par le commandement militaire, puisque l'adjoint du Général Massu, le colonel Trinquier a tenté plusieurs fois de faire saisir aux manifestants les conséquences de leurs actes.

Malgré tout, il est curieux de constater que l'appel à l'émeute a été diffusé sur les antennes de Radio-Alger à ses bulletins d'informations de 20 h. et de 23 heures, le 10 juin, c'est-à-dire le veille des obsèques.

Il faut également souligner que les appels au calme furent systématiquement accueillis aux cris de : « L'Etat de Siège, l'Armée au pouvoir ».

D'une manière quasi-général, les forces de l'ordre ont laissé les émeutiers opérer en toute tranquillité. Les voitures jetées à la mer, les magasins musulmans enfoncés et pillés, les incendies allumés, les lynchages, toute cette stampée pratiquement insurrectionnelle par rapport aux consignes des autorités, ne rencontra au sein de l'armée qu'une passivité qui peut passer pour une tacite complicité.

Des officiers subalternes se sont vus refuser l'ordre d'intervenir contre les groupes de choc de l'émeute, groupes formés en majeure partie de garçons de quinze à seize ans, armés de bâtons, de barres de fer et de bouteilles cassées. Ces groupes avaient leurs conseillers techniques en la personne de gardes territoriaux qui en formaient l'encadrement.

Mieux, l'on vit à plusieurs reprises, les parachutistes intervenir contre les CRS qui voulaient

empêcher les manifestations d'atteindre le centre de la ville. Des groupes se formèrent ainsi devant la Xème Région Militaire poussant des cris hostiles au Général Salan. Ce fait vint renforcer, ce que « Démocratie » a dénoncé dans son dernier article sur le contre-terrorisme à Alger, à savoir l'hostilité des anciens d'Indochine et des milieux ultras à l'encontre du Général Salan.

Ainsi, donc, les ultras et leurs brigades qui n'entendent pas désarmer serait-ce pour d'impérieuses raisons d'Etat, semblent rencontrer au sein du commandement des forces de l'ordre, une compréhension que l'on peut sans risque se l'égarer, qualifiée de complice. Pour le reste, la situation ne s'améliore guère à l'intérieur et Alger voit chaque jour sa population augmenter de réfugiés européens venant de l'intérieur. Les propos prêtés au Général de Gaulle rencontrent ici, une sourde hostilité, qui transpirera bientôt au grand jour si rien ne vient démentir les vœux du premier résident de France.

La solution de force est vouée à l'échec. A ceci les ultras, plus nombreux qu'on ne le pense généralement, répliquent : « La Force vous ne l'avez jamais employée. »

En attendant le sang continue de couler.

# LE JOURNAL DE LA SEMAINE

## Perquisition policière au siège du P.D.I. à Fédala

Samedi 22 juin, la police est venue perquisitionner au bureau de notre Parti à Fédala, après avoir opéré de la même façon chez nos camarades Messaoud, Driss Maghraoui, Abdelkader ben Jaafar. Prétexe : recherche de notre camarade Boukal.

La véritable raison est que l'entrée triomphale qui a été réservée à notre camarade Mohamed Hassan Wazzani par la population de Fédala a indisposé les autorités de Rabat, qui, comme d'habitude, pour empêcher les forces démocratiques de s'organiser et de manifester leur puissance, usent de méthodes périmées, dont les dictatures ont fait un large emploi.

La perquisition dans les bureaux de notre Parti de Fédala est un acte excessivement grave, qui porte atteinte à notre dignité de parti national, démocratique, ayant œuvré pleinement pour la libération.

Pour les démocrates du Maroc, tous les citoyens libres de ce pays réproouvent et condamnent vigoureusement ces basses méthodes policières, dignes des régimes totalitaires.

De quelque autorité qu'émane cet ordre de perquisition, il nous révolte et nous sommes décidés à demander des explications et des réparations.

Nous irons devant les plus hautes autorités du pays pour exiger que soit mis fin à ces méthodes d'intimidation qu'emploient certaines autorités pour terroriser nos camarades.

Que ces apprentis - dictateurs sachent la détermination de tous les démocrates du Maroc de faire triompher leur idéal et la doctrine de leur parti.

Quant à notre camarade Boukal, qui fait l'objet des recherches de la police, son patriotisme sincère, ses grands sacrifices dans la résistance qui ont fait de lui un pensionnaire asidû des prisons du protectorat, il n'est inquiété actuellement par la police que parce qu'il fut l'un des principaux organisateurs et animateurs du meeting de Fédala.

La démocratie se fraie son chemin malgré toutes ces embûches et ces obstacles dont on encombre sa route. Chaque jour nous prouve que nous sommes dans le vrai, et chaque jour les Marocains s'aperçoivent qu'ils n'ont de salut que dans la victoire de notre Parti.

Quelles que soient les vexations, les injustices, les perquisitions policières les emprisonnements dont sont victimes les démocrates, ces derniers n'ont que plus de foi et plus de conviction dans la mission du P.D.I. et la victoire de la démocratie. Victoire nécessaire pour barrer la route à une dictature qui s'imposerait progressivement si toutes les forces saines du pays ne s'unissaient pour former un front cohérent, solide et efficace.



Dimanche dernier, Fédala a prouvé son attachement au P.D.I.

## LES NAZIS A SOUKRA

Jeudi dernier, la région de Souk El Arba du Rharb a été encoré le théâtre d'événements sanglants.

En effet au village Soukra, à 13 kms de l'agglomération de Souk El Arba, a eu lieu, le 20 juin, l'inauguration du centre local du P.D.I., manifestation qui a réuni beaucoup de nos camarades d'Ouezzane, d'El Ksar El Kébir, de Jmaad, Lalla Mimouna, de Khtama, de Mechra Bel Ksiri, de Souk El Arba et qui s'est déroulée dans une atmosphère joyeuse, calme et amicale.

A 17 h., la manifestation étant terminée, les délégations se sont dispersées ; celle du Douar Jaouma trouva sur sa route un groupe de provocateurs qui, à la vue de nos camarades, sortirent qui son gourdin, qui son couteau, qui sa hache et attaquèrent ces paisibles citoyens.

Sept de nos camarades, dont une femme, furent grièvement blessés. On les transporta les uns à l'infirmerie de Had Kourt, les autres aux hôp-

taux de Khénitra et de Ouezzane.

On a remarqué qu'une Jeep de Souk El Arba propriété du bureau de l'Istiqlal de ce village, était sur les lieux de l'attaque. De même que Allal Safiat, Abdeslem Jazia, Abdelkader ben Lahmar, Abdeslem ben Rahal, qui, tous, de Souk El Arba, étaient venus pour organiser cette lâche agression.

Parmi les blessés, figurent Mme Elclima, mariée à Thami Ben Abdeslem, et nos camarades Ahmed ben Mohamed El Madani, Abdeslem ben Mohamed Madani, Thami Ben Abdeslem, Lahliji ben Ahmed Zakari, Ahmed Zakari.

Les autorités se sont transportées immédiatement sur les lieux, et plusieurs arrestations ont été opérées.

Après les événements sanglants de Souk El Arba du Rharb, dont les auteurs sont restés impunis grâce à ces protections politiques connues, celle que de nouveau le sang coula au village de Soukra.

EN DERNIERE MINUTE. — Nous apprenons que Allal Satia accompagné de Jelloul Ouled Bou Hlassa, de son frère M'Hamed, de Bouselham Loudiy et de Lahbib Ben Hofri ont attaqué le bureau local du P.D.I. de Soukra, blessant le Secrétaire de la Section.

## Démission d'Abdelkhalek Torres?

Les milieux proches de l'ambassade marocaine au Caire parlent avec insistance du prochain voyage de Son Excellence Abdelkalek Torres pour Tétouan et Rabat, voyage au cours duquel il présenterait sa démission de la fonction d'ambassadeur.

Cette démission serait motivée disent les mêmes milieux, par le dépit que manifestent Si Abdelkhalek Torres à l'encontre du parti de l'Istiqlal.

En effet, Abdelkhalek Torres, leader du Parti Réformiste qui a fusionné avec l'Istiqlal au début de l'Indépendance marocaine, avait rempli les fonctions d'ambassadeur du Maroc à Madria, et de Ministre-Residant dans la zone Nord.

N'ayant pas fait bon ménage avec les leaders de l'Istiqlal, Si Abdelkhalek Torres a été nommé Ambassadeur au Caire pour être éloigné de la scène politique marocaine.

Ses camarades de Tétouan répètent que le retour de leur ancien leader coïncidera, avec la scission de l'ancien Parti Réfor-

miste d'avec l'Istiqlal.

Tout laisse supposer d'ailleurs que les éléments réformistes de Tétouan s'organisent de nouveau pour reprendre leur autonomie.

L'arrivée prochaine de leur leader au Maroc sera suivie d'un, d'événements importants sur le plan de la politique intérieure.

## REPRESSION A IFNI

Les autorités espagnoles de Sid Ifni se sont acharnées ces dernières semaines contre les patriotes marocains. Plusieurs arrestations ont été opérées contre nos concitoyens qui avaient manifesté leur volonté de se rattacher au grand Maroc.

La répression, nous apprend-on des tribus Ait Barman, est très dure et les autorités colonialistes espagnoles évacuent nombre de patriotes vers les Iles Canaries.

Nous sommes au regret de constater que la politique de bon voisinage et d'amitié que nous voulions pratiquer avec l'Espagne est contrariée par les vues colonialistes des autorités espagnoles à Ifni et dans les « Presides ».

L'Espagne doit savoir que les Marocains sont intransigeants quant à l'intégration des territoires marocains qui restent encore sous administration espagnole.